

Crise budgétaire aux Etats-Unis : le colosse vacille¹

Le 6 novembre 2012, les Etats-Unis voteront. Déjà, les candidats ont sorti les couteaux et se sont lancés dans la chasse aux fonds qui alimenteront leur campagne. Barack Obama, candidat à sa succession, gagnera-t-il son pari ? Les sondages le donnent gagnant contre tous ses adversaires potentiels républicains. Mais... Tellement de choses peuvent se passer d'ici là, aux Etats-Unis et dans le monde.

Ne voilà-t-il pas que la fragilité du colosse d'Outre-Atlantique, si longtemps sous-estimée, fait monter la température sur les cinq continents ? Une situation qui donne des cauchemars aux marchés et menace les fondements mêmes de l'économie globalisée. Pensez. Voilà les States montrés du doigt par les agences de notation comme un quelconque pays du sud européen. Qui l'aurait cru voici quelques années encore ? En cause, la profondeur abyssale de la dette américaine. Alors qu'elle représentait 60% du produit intérieur brut voici quatre ans, elle dépasse cette année les 101%. En cause et en vrac, l'injection par l'Etat de centaines de milliards de dollars pour soutenir les banques, l'injustice des cadeaux fiscaux accordés sous l'ère Bush Jr aux revenus les plus élevés et sur lesquels l'administration actuelle n'est pas revenue. Et, histoire de tenir une promesse de campagne, même revue à la baisse, la mise en œuvre par l'administration Obama d'un système de couverture des soins de santé.

Les Etats-Unis ont besoin d'argent. En l'absence d'accord au Congrès sur le relèvement du plafond de la dette américaine, il y a un risque sur deux pour que Standard & Poor's abaisse la note souveraine des Etats-Unis « dans les 90 jours qui viennent », a estimé l'agence de notation dans un communiqué diffusé le 14 juillet. Et « s'il s'agit d'un accord au rabais, la note sera abaissée », a menacé John Chambers, président de S&P. Moody's, autre agence de notation, avait déjà placé, la veille, la note souveraine des Etats-Unis sous surveillance avec risque de déclassement. Les pressions sur le Congrès des Etats-Unis se multiplient. Premier créancier des Etats-Unis, la Chine pousse Washington à faire preuve de responsabilité dans la protection des intérêts des investisseurs. Pékin détient pour plus de 1 000 milliard de dollars de bons du Trésor américain, ce qui rend les autorités chinoises « hautement sensibles à tout événement qui pourrait abaisser la valeur de ces avoirs » a très logiquement analysé le *New York Times*.

Le monde à l'envers ? Tout simplement la conséquence, longtemps ignorée, du choix fait par les Etats-Unis de vivre à crédit aux dépenses du reste du monde. D'emprunter sans compter en persuadant les marchés de miser sur un dollar considéré comme une assurance tous risques et une économie présentée comme le moteur de la croissance mondiale. La crise financière est passée par là. Et il y a la montée en puissance des économies émergentes, notamment asiatiques, qui redistribue les cartes dans un monde mercantile certes globalisé, interdépendant, mais aussi multipolaire et où les intérêts des uns ne sont pas ceux des autres. Voire antagonistes. Où l'on comprend brutalement que le colosse étatsunien a décidément des pieds d'argile. Et pour beaucoup, le réveil est brutal.

Les « clowns » du Congrès

« Les yeux des Américains et du monde entier sont tournés vers nous. Le temps commence à manquer », a dramatisé le secrétaire au Trésor, Timothy Geithner. Ben Bernanke, le président de la banque centrale américaine (Fed), a donc prévenu qu'une « énorme catastrophe financière qui aurait des répercussions, non seulement sur l'économie américaine, mais aussi sur l'économie mondiale » aura lieu « si le président Barack Obama et les républicains ne peuvent trouver d'accord budgétaire qui permettrait au plafond de la dette d'être augmenté ». Soit, au moins à court terme, d'approfondir encore le trou budgétaire colossal de la première puissance mondiale. Faute d'accord au Congrès, les pouvoirs publics seront tout simplement en cessation de paiement le 2 août. Ce que le *Washington Post* a illustré en ces termes : « Sans accord sur la dette, Obama choisira ce qu'il paie, il aura le choix entre les dépenses de la sécurité sociale, les salaires des soldats et des vétérans, les allocations chômage, les prêts étudiants et de nombreux autres programmes gouvernementaux », 134 milliards de dollars man-

¹ par MAURICE MAGIS, chargé de communication à l'ACJJ - août 2011.

queront dès le mois d'août et les Etats-Unis doivent rembourser le 4 août pour 100 milliards de dollars de bons du Trésor.

Panique. Résumant ce que pensent nombre d'Américains, Roger Simon, éditorialiste du site Internet *Politico* a fait une sortie remarquée : « Je vais accuser la plupart des membres du Congrès d'un manque de patriotisme car ils aiment davantage le pouvoir qu'ils n'aiment leur pays. Ils aiment davantage les réflexes idéologiques qu'ils n'aiment leur pays. Et qui a élu ces clowns ? C'est nous ».

On dit le président fort nerveux. Les républicains, qui réclament 2 400 milliards de dollars de coupes budgétaires pour accepter le relèvement, ont quant à eux invité le président à réduire les dépenses publiques de « façon significative ». Et ils refusent toute augmentation des taxes, essentiellement celles qui viserait les couches les plus riches.

Déjà, au sein des murailles de l'Empire, de dangereux craquements se font entendre. Déjà, le bateau prend l'eau et l'on manque de canots pour sauver les passagers du naufrage. Comme au Minnesota, un Etat grand comme la moitié de la France. La dette ? Le bras de fer entre les démocrates et les républicains ? On connaît. Le gouverneur Mark Dayton et les parlementaires ne parviennent pas à s'entendre sur le financement de cinq milliards de dollars qui manquent au budget de l'Etat. En débat, la proposition d'augmenter les impôts des couches les plus aisées, ce que refusent les républicains majoritaires au Parlement local. Résultat : M. Dayton vient de procéder à la fermeture de plusieurs services publics et mis en congés sans solde vingt trois milles fonctionnaires. Les allocations familiales sont suspendues.

« Une crise cataclysmique »

Le Minnesota passe donc pour la répétition de ce qui pourrait se passer au niveau du pays tout entier. Reprenons pour comprendre. Légalement l'Etat fédéral ne peut s'endetter indéfiniment. Un seuil légal lui est imposé², actuellement fixé à 14 294 milliards de dollar. Un montant qui a déjà été atteint en mai dernier et plus ou moins « géré » par divers artifices comptables. Mais ces ficelles sont usées et au-delà du 2 août, le gouvernement américain se trouvera dans l'impossibilité de financer son déficit et, par conséquent, d'honorer ses engagements. D'où la course actuelle contre la montre. La majorité républicaine assujettit tout projet d'accord à des coupes sombres dans les dépenses publiques. Faute de consensus, et très concrètement, les salaires des fonctionnaires ne seraient plus versés. Ou les pensions de retraite des vétérans de l'armée. Le financement des aides sociales et de santé, les allocations chômage aux Etats, les restitutions d'impôt aux personnes privées et aux entreprises ne seraient plus assurés. Au-delà, les emprunts servent aussi à financer les guerres ou à rembourser les créanciers comme la Chine, le Japon, le Royaume-Uni, les Etats et les municipalités américaines, les fonds de pension, des investisseurs en Amérique et dans le monde entier.

Comme on l'a dit, les conséquences d'un défaut de paiement des Etats-Unis n'auraient pas que des conséquences domestiques. « Ce serait plus important que la chute de Lehman Brothers, ce serait une crise cataclysmique », a expliqué au *Monde.fr* Christine Riffart, économiste spécialiste des Etats-Unis à l'Observatoire français des conjonctures économiques. Cette situation entraînerait « des hausses de taux d'intérêt, des contrecoups énormes sur les Bourses et des conséquences véritablement déplorables, pas simplement pour les Etats-Unis, mais aussi pour l'économie mondiale dans son ensemble » a confirmé, la directrice générale du Fonds monétaire international, Christine Lagarde. Des risques que pourrait difficilement assumer la droite républicaine, en réalité fort divisée.

² Le plafond légal de la dette américaine a été créé en 1917 afin de donner plus de liberté au gouvernement pour financer l'entrée en guerre du pays, tout en lui fixant une limite à ne pas dépasser. Depuis lors, le pouvoir législatif doit entériner tout relèvement du plafond. Au cours de la dernière décennie, celui-ci est passé de 5 950 milliards à 14 294 milliards.

Le social dans le viseur

Reste que les républicains ont retoqué les visées budgétaires présidentielles. Barack Obama était prêt, début juillet, à accepter un plan de réduction du déficit de 4 000 milliards de dollars sur dix ans qui incluait 3 000 milliards de coupes budgétaires et 1 000 milliards de recettes fiscales. Encore inacceptable pour l'opposition, qui ne veut pas entendre parler de hausses des impôts pour les plus riches.

Les démocrates veulent considérer l'obstruction de leurs adversaires comme une bravade politique essentiellement démagogique. « Cela n'a aucun sens de faire souffrir davantage les Américains avec des impôts plus élevés dans une économie comme celle-ci », a lancé M. Cantor, proche du Tea Party, farouchement opposé à toute forme d'intervention de l'Etat. « Nous n'allons pas augmenter les impôts, n'avons pas les voix pour augmenter les impôts ici ». Les républicains de la Chambre des représentants ont annoncé le 15 juillet, qu'ils accepteraient le relèvement du plafond de la dette à la condition expresse qu'il soit accompagné d'un amendement à la Constitution pour imposer un budget en équilibre. La proposition réduirait de 2 500 milliards de dollars les dépenses fédérale, notamment dans le secteur social, l'éducation, la recherche, les transports, etc., et limiterait les dépenses de l'administration. Un projet que Barack Obama a d'ores et déjà rejeté, le jugeant « pas sérieux ».

Résultat, après des mois de palabres inutiles, le président peine à reprendre la main. Il a annoncé que la solution au désastre annoncé passerait par des « décisions difficiles » et des « solutions équilibrées ». Soit par un surcroît d'austérité. A quel prix ? Un grand marchandage. « S'ils (les républicains, ndlr) me montrent un plan sérieux, je suis prêt à bouger », a-t-il ajouté, Mais « Le fait de ne rien demander aux plus fortunés d'entre nous (...) ne me paraît pas être un bon plan ». Déjà, M. Obama avait accepté de sacrifier d'importants budgets publics et de toucher aux programmes sociaux Medicare et Medicaid, malgré ses promesses de campagne en 2008. En échange, il attend que les républicains acceptent de lui sauver en partie la mise. La démocrate Nancy Pelosi a ainsi déclaré qu'« il est impossible de trouver des raccourcis pour réduire les déficits : il faut mettre sur la table l'imposition des revenus « notamment ceux des 2 % les plus riches et ceux des entreprises engrangeant des bénéfices gigantesques, comme celles du secteur pétro-gazier. »

Des signes de division ont commencé à apparaître dans l'opposition. « L'unité autrefois vantée des représentants républicains n'est plus qu'un lointain souvenir », a estimé le *Los Angeles Times*. Celle-ci « s'effrite sous la pression de la date limite ». Mitch McConnell, chef des sénateurs républicains – minoritaires au Sénat – a en effet lancé un signal d'alarme craignant que son parti perde la prochaine élection présidentielle s'il contribuait à mettre le pays en situation de défaut de paiement. Mais « beaucoup des 87 nouveaux représentants républicains voient la mission de les réduire dépenses publiques comme leur unique mandat.»

Rogne sociale

Le taux de chômage aux Etats-Unis a augmenté en juin, à 9,2 % de la population active, Depuis les élections de mi-mandat en novembre 2010, les Américains font grief au président Obama de la mauvaise santé du marché du travail. C'est pourquoi celui-ci tente de sauver les meubles. « Nous avons créé plus de 2 millions d'emplois dans le secteur privé au cours des seize derniers mois, mais la récession nous en avait coûté plus de 8 millions, a-t-il commenté. Cela veut dire que nous avons un gros fossé à combler (...), car notre économie ne produit pas assez d'emplois ».

Sujet sensible alors que la contestation sociale monte dans le pays, que dans de nombreux Etats où les républicains additionnent coupes dans les dépenses publiques et agressivité antisyndicale. Voici quelques mois, des dizaines de milliers de manifestants se sont rassemblés devant le Capitole enneigé de Madison, la capitale du Wisconsin, pour demander le retrait d'un projet de loi du nouveau gouverneur asséchant les crédits des services publics, supprimant leurs conventions collectives. Concrètement, la nouvelle loi signifie des licenciements d'enseignants, d'infirmières, de policiers, de pompiers. Un retrait de l'aide médicale aux plus pauvres, le Medicaid, et aux plus âgés, le Medicare. Elle entre dans un vaste programme de régression sociale, exemplaire pour les ultras conservateurs du Tea Party au sein du Parti républicain. D'autres gouverneurs républicains mènent des projets identiques au nom de la lutte contre les déficits. Cela, tandis que les banques, les salaires de leurs PDG et les bonus reprenaient leur ascension vertigineuse.

Le mouvement du Wisconsin s'est étendu à d'autres Etats, et le Vermont a adopté le principe du « single payer », qui écarte les assurances privées pour confier le système de santé à un établissement public. Réduisant ainsi le déficit et créant des emplois. Constatant que les responsables démocrates et républicains ne présentent souvent aucune alternative, le syndicat historique AFL CIO a annoncé que le soutien systématique (en militants et en argent) au Parti Démocrate ne lui était plus acquis d'avance. La déception des milieux progressistes est à la mesure de leurs espoirs nés de l'élection de Barak Obama dont beaucoup espéraient un bouleversement de la politique sociale et économique américaine. Les élections de mid-term l'ont abondamment démontré en portant au Congrès, comme par défaut, une majorité républicaine. A cette occasion, les 18-29 ans n'ont représenté que 11 % de l'électorat le 2 novembre 2010, contre 18 % deux ans plus tôt.

La présidence a aussi fort à faire avec les élus locaux. Le 20 juin, la Conférence des maires des Etats-Unis a déclaré que les impôts américains devaient être affectés à la construction de ponts à Baltimore et à Kansas City, et non à Bagdad et à Kandahar. En rappelant que les municipalités ont supprimé 28 000 emplois rien qu'au mois de mai. La dernière fois que la Conférence des maires s'était exprimée sur la politique étrangère remonte à quarante ans ; elle avait alors appelé à la fin de la guerre au Vietnam.

A Madison, le 5 mars, le réalisateur Michael Moore a eu ces mots forts, cinglants : « Contrairement à ce que ceux qui sont au pouvoir voudraient faire croire pour que vous renonciez à vos retraites, et aussi réduire vos salaires et abandonner la vie que vos grands parents avaient, l'Amérique n'est pas en faillite. Le pays est submergé de richesse et d'argent. C'est simplement que cet argent n'est pas entre vos mains. Il a été transféré par le plus grand hold-up de l'Histoire, des travailleurs et des consommateurs aux banques et dans les portefeuilles des plus riches (...) L'Amérique n'est pas à la dérive. La seule chose qui le soit c'est la boussole morale des dirigeants. Et nous devons régler cette boussole et diriger nous mêmes le bateau maintenant. Et n'oubliez jamais aussi longtemps que notre Constitution existe, que c'est une personne, un vote et que c'est une chose que les riches haïssent le plus en Amérique, parce que même s'ils possèdent l'argent et toutes les cartes, ils savent que c'est un principe immuable. Nous sommes plus nombreux qu'eux. »

Tout un programme.